

Malthusianisme obtus

Cette initiative contre la surpopulation prône une réduction arbitraire et drastique de l'immigration, qui aurait des conséquences dramatiques pour nos entreprises. Son acceptation envenimerait encore plus nos relations avec l'Union européenne (UE). **Par Marco Taddei**

Après le tremblement de terre du 9 février 2014, l'heure est à la fixation des contingents. Le Conseil fédéral tente de trouver la quadrature du cercle: une solution qui permette à la fois de répondre aux exigences des entreprises et aux obligations internationales de la Suisse, sans trahir la volonté populaire. Mais ces efforts risquent de se révéler vains, si l'initiative «Halte à la surpopulation – Oui à la préservation durable des ressources naturelles», plus connue sous l'appellation d'initiative Ecopop (abréviation d'Ecologie et population), du nom de l'association à l'origine de ce texte, venait à être acceptée.

Restrictions arbitraires

Pour protéger l'environnement en Suisse et à l'étranger, les initiants prônent la fermeture des frontières et la modulation démographique par deux mesures à la fois drastiques et arbitraires. En Suisse: le solde migratoire annuel de la population résidant de manière permanente doit être ramené à 0,2 pour cent. A l'étranger: 10 pour cent du budget de l'aide au développement doit être attribué à la planification familiale volontaire. D'emblée, l'incohérence entre ces revendications saute aux yeux: le principe de l'unité de la matière est-il respecté?

Limiter à 0,2 pour cent la croissance démographique en Suisse due aux étrangers, c'est réduire de 40 pour cent l'immigration par rapport à 2012. C'est surtout faire fi des besoins en main d'œuvre de l'économie car seuls 17 000 étrangers auront accès à notre marché

du travail. Ce corset, qui ne laisserait aucune latitude à nos autorités dans la fixation des contingents, est en flagrante contradiction avec le principe de la libre circulation des personnes. L'UE ne saurait accepter une telle entorse à l'un de ses principes fondateurs. La fin de la voie bilatérale est programmée.

Ingérence

La volonté des initiants, aux relents malthusiens, de s'immiscer dans la politique de coopération internationale menée par la Confédération soulève plusieurs questions. Pourquoi se focaliser sur la planification familiale, alors que les défis posés par la croissance démographique appellent une approche globale? De quel droit la Suisse se permettrait-elle de dicter à d'autres Etats ses objectifs de politique démographique? En quoi la mise sur pied de cours d'éducation sexuelle dans les pays pauvres atténuerait-elle la pression migratoire sur la Suisse?

Leurre écologique

L'initiative d'Ecopop est un leurre écologique. Plafonner l'immigration ne réduirait en rien la consommation de ressources naturelles. Ce d'autant plus que le plafond proposé s'appliquerait uniquement à «la population résidant de manière permanente en Suisse», c'est-à-dire aux étrangers séjournant plus d'une année en Suisse. Du coup, il faut s'attendre à une explosion du nombre de frontaliers – car exclus du système de contingentement – et de leurs déplacements motorisés.

Revendication radicale

Le peuple suisse a accepté l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse», dont les effets négatifs se font déjà sentir. Il doit à tout prix rejeter l'initiative d'Ecopop, qui recèle des conséquences autrement plus dramatiques. Errare humanum est, perseverare diabolicum. Là où l'initiative de l'UDC laisse à nos autorités une marge de manœuvre dans la fixation des contingents, l'initiative d'Ecopop fixe une limitation quantitative stricte de 0,2 pour cent qui, inscrite dans la Constitution fédérale, n'admettrait aucune dérogation. Le recours à la main d'œuvre étrangère serait massivement réduit et la croissance freinée. Une administration nombreuse et tatillonne se chargerait de contrôler le respect de cette limite absurde.

Effets collatéraux

Les initiants prétendent s'attaquer au problème de la surpopulation mondiale par quelques mesurées, qui obligeraient les collaborateurs de la Direction du développement et de la coopération à distribuer des contraceptifs dans le tiers monde. Le pasteur Malthus doit se retourner dans sa tombe. Du haut de son piédestal, la Suisse va imposer le contrôle des naissances à plusieurs Etats étrangers. Une telle arrogance ne peut que nuire à l'image de la Suisse, déjà passablement écornée sur la scène internationale. ■

Marco Taddei est membre de la direction de l'Union patronale suisse.

www.employeur.ch